

Rencontre zoom de groupes citoyens en éducation

Samedi, le 8 mai 2021

Compte rendu succinct

Présences :

Jean Trudelle, Suzanne-G. Chartrand, Fikry Rizk et Constantin Fortier (**Debout pour l'école !**)

Diane Beaudet, Claude Champagne (MÉMO, PQ)

Simon Viviers (Mob service publics)

Marjolaine Goudreau (RECIFS, travail social, CLSC, syndicat,)

Geneviève Groleau (Mob services publics, Profs à bout de souffle)

Nathalie Fehir (Les Losanges jaunes)

Stéphane Vigneault (mouvement L'école ensemble)

Patricia Clermont (porte-parole Je protège mon école publique)

1. Tour de table

Jean Trudelle remercie les participant·e·s et rappelle les deux objectifs de la réunion : faire connaissance entre groupes impliqués d'une manière ou d'une autre pour des changements positifs en éducation, puis recueillir des réactions et commentaires au projet de Forums citoyens envoyé à tous avant la réunion.

On commence par un petit tour de table où chacun·et chacune se présente brièvement.

2. Présentation des groupes

Diane Beaudet et **Claude Champagne** présentent le **MÉMO** (Mouvement pour une école moderne et ouverte). Il a été fondé en 1986, d'abord comme parti politique scolaire. Il défendait la déconfessionnalisation et voulait des écoles publiques laïques. Depuis le PL40, qui a aboli les commissions scolaires, c'est devenu un mouvement citoyen panquébécois ; il veut combattre les inégalités, promouvoir l'équité et la mixité sociale, et favoriser la participation citoyenne à l'éducation. Il défend le concept d'une école communautaire, en opposition à la mise en concurrence des écoles, et milite pour une meilleure démocratie scolaire, dont la forme est encore en gestation. Le Mémo a fait signer par 3000 personnes un pacte pour une meilleure école.

Suzanne-G. Chartrand présente **Debout pour l'école !**, créé suite à un appel qu'elle a lancé dans une lettre ouverte et auquel ont répondu de nombreux intellectuels. Le

groupe a ouvert des « chantiers » pour documenter des problèmes spécifiques et proposer des solutions. Il y a d'abord eu 3 chantiers, d'autres sont en projet, notamment l'iniquité et ségrégation scolaire. Le groupe a lancé une pétition (12 000 signatures, 50 assemblées syndicales, aucun retour du ministre sourire, ce qui est caractéristique de son absence totale d'écoute des opinions des groupes ou des intellectuels qui n'endossent pas son credo), puis organisé en mai 2019 une réunion large de personnes très impliquées en éducation. L'idée de la rédaction d'un livre a germé à cette occasion et s'est concrétisée ensuite. Actuellement, plus de 100 personnes participent au projet de livre, coordonné par un comité éditorial de sept personnes. Ce livre vise à informer, à expliquer les grands enjeux entourant l'éducation, principalement du préscolaire au secondaire incluant la formation des adultes et la formation professionnelle et à mobiliser la population pour obtenir des changements ; il comprendra 24 chapitres.

Le groupe compte actuellement 1200 membres, auxquels il fait parvenir un bulletin aux deux mois. Il y a huit personnes au comité de coordination. Il entretient un site et une page FB et diffuse une revue de presse hebdomadaire.

Nathalie Fehir présente **Les losanges jaunes**. Né en 2020 d'une indignation devant l'implantation forcée des maternelles 4 ans qui ne tenait pas compte des besoins des enfants. Elle a rallié un groupe d'enseignants et de parents, et cherché un symbole simple et de revendication, de dénonciation de la situation. Le losange jaune a été rapidement adopté, une initiative s'est installée, mais la pandémie y a mis fin ; la page FB a cependant été relancée. Mme Fehir perçoit un certain éclatement dans les efforts et signale que les parents peuvent avoir un gros poids politique. Elle est prête à donner à une éventuelle coalition un nom de domaine.

Patricia Clermont présente **Je protège mon école publique** qui a vu le jour en 2015, en réaction aux conditions d'apprentissages des élèves, au sous-financement, au mauvais état des infrastructures et au manque de services aux élèves. Il y a 12 personnes sur le comité organisateur et le site FB est suivi par 13 000 personnes.

Le groupe s'est fait connaître par les chaînes humaines autour des écoles, qui ont connu beaucoup de succès. Il a aussi produit un mémoire sur la réussite éducative, puis un autre à l'occasion de l'étude de PL40. Il tente de maintenir un lien avec les partis d'opposition, les journalistes et les syndicats.

Stéphane Vignault présente **L'école ensemble**, créé en 2017 suite au constat d'un écrémage important qui avait cours, dans son quartier, à la fin du primaire et qu'il a décrié dans une lettre ouverte publiée dans *La Presse*. Cette lettre a eu beaucoup d'écho et il a fondé le groupe, pour réclamer un changement des politiques publiques, pour mettre fin à la ségrégation scolaire. Au début, la solution surtout envisagée était de mettre fin au financement des écoles privées subventionnées. Mais cette avenue a évolué, pour mieux tenir compte de l'ensemble des problèmes et s'attaquer véritablement à la ségrégation, et non pas seulement au financement du secteur privé.

Le groupe a rejoint 4000 signataires et consulte présentement sur une solution plus globale avec des partenaires, avec l'objectif de mettre au jeu une politique de déségrégation scolaire. Il a obtenu du financement de la fondation Chagnon.

Geneviève Groleau présente **Profs à bout de souffle**, né à la suite du bâillon imposé sur le PL40 et de l'imposition des maternelles 4 ans. Plus de 400 enseignant-e-s démissionnaires se sont joints à elle dès le lancement du groupe. Les chevaux de bataille sont les ratios maître/élèves, l'accès aux ressources pour les enfants, l'accès au matériel ; ce n'est pas une question salariale ; cette dernière obnubile, à la suite de l'entente signée par la FAE, les autres questions qui n'en ont pas moins d'importance.

Le groupe a obtenu une rencontre avec le Ministre et confirme que ce dernier n'a aucune écoute et qu'il nie des constats pourtant patents. **Marjolaine Goudreau**, pour **Mob services publics**, membre de RECIFS, complète en évoquant la situation dans les services sociaux (CLSC), où se vivent les mêmes problèmes qu'en éducation, en bonne partie dans ce dernier cas suite à la réforme Barette. Le financement se fait dorénavant par statistiques et non plus par missions, on est en plein dans la nouvelle logique de management et la *Nouvelle gestion publique*. Il y a de plus en plus de privatisation. Le gouvernement montre une volonté de diviser les groupes de revendicateurs, il faut répondre en s'unissant. On sent déjà dans plusieurs groupes, comme dans *Luttes communes*, une volonté de convergence.

Il y a des liens à faire, au niveau de l'accès aux services. On travaille beaucoup en silo, mais il y a les mêmes problèmes en santé et en éducation. L'omerta en éducation est tout à fait la même que celle qui règne en santé. Les devoirs de loyauté et de réserve sont mal compris. Les parents ne savent pas ce qui se passe dans nos classes! Il faut que la population sache ce qui se passe dans nos services publics.

3. Échanges sur le projet de forums citoyens

Jean Trudelle rappelle les grandes lignes du projet qui a été envoyé à tout le monde.

On relève les aspects suivants :

- que la coordination est primordiale dans un tel projet, il faut collaborer de manière efficace ;
- qu'il faudrait situer tout cela dans le temps, en tenant compte de la pandémie, des élections de 2022, du travail à faire, etc. ;
- qu'il faut rallier toutes les organisations impliquées, en a-t-on la capacité ?
- que les moyens sont limités : dans tous les groupes, il y a de la fatigue, la pandémie a épuisé beaucoup de monde...

- qu'il faut en effet contourner le gouvernement, car il ne fera pas de commission Parent 2.0, mais aussi, pourquoi ce gouvernement tiendrait-il compte les recommandations de forums citoyens ?
- quelle serait la légitimité de ces forums ? qui est-on pour consulter tout le Québec ?

Est-ce qu'on invite tout le monde i on est exclusif, on est moins légitime.

Un tel projet demande beaucoup de ressources \$ financiers, peut-être pourrait-on regarder du côté de la Fondation Chagnon ?

- un groupe de commissaires indépendants pourrait donner de la légitimité et de la crédibilité ; il faudra aussi impliquer des chercheurs ;
- il faudra maintenir une ligne directrice progressiste ;
- on pourrait s'inspirer de ce qui s'est fait en Finlande ;
- il faut inclure le milieu communautaire ;
- il faudrait des propositions qui s'inscrivent dans un projet de société réellement démocratique et qui vise la justice sociale ;
- il faut décider si notre travail est restreint au préscolaire, primaire et secondaire ?
- il ne faut pas parler d'« États généraux » ni de « Commission Parent 2.0 », car cela fait référence à des initiatives gouvernementales ; il faut garder la perspective de citoyens engagés qui veulent des changements majeurs, on ne peut pas compter sur les gouvernements, la force populaire et éducative de ces forums serait une avancée en soi ;
- l'expérience « Faut qu'on se parle » pourrait être mise à profit.

<https://www.journaldemontreal.com/2016/09/29/faut-quon-se-parle-comment>

Compte rendu fait par Jean Trudelle et Constantin Fortier, 9 mai 2021.

Note : Ce texte adopte les *Rectifications orthographiques*.